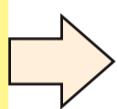


## Le réseau consulaire en danger !

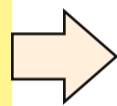
### LA RGPP, C'EST FAIRE MOINS BIEN EN DÉPENSANT PLUS

#### Suppressions de postes



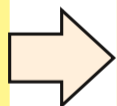
**136 emplois seront supprimés à l'étranger** sur la période 2009-2011.

#### Réduction budgétaire pour l'aide sociale



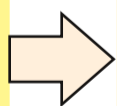
**En 2010, le budget consacré à l'aide sociale baisse de 7,5%.** S'ajoute à cela la suppression en avril 2010 des aides versées aux Français (sauf pour les enfants) en Europe.

#### Retrait de certaines missions



- **externalisation de la constitution des dossiers de demandes de visas et de la biométrie** au profit de sociétés privées en dépit d'un avis réservé de la CNIL,
- **transfert des transcriptions de l'état civil du Maghreb à Nantes** sans évaluation sérieuse du coût réel,
- **création de consulats à gestion simplifiée...** qui n'exercent plus de fonctions consulaires !
- **créations d'ambassades de présence diplomatique** dont on peut se demander si elles seront en mesure d'assurer un service minimum en matière de protection consulaire.

#### Choix politiques désastreux



**Prise en charge par l'Etat des frais de scolarité des lycées de seconde, première et terminale à l'étranger**, soit + 20 M€ en 2010 pour les classes de seconde, après + 40 M€ en 2008/09 pour les classes de terminale et de première. Cette mesure prise par le président de la République est un gouffre budgétaire. C'est un signal très négatif envoyé à nos compatriotes (ces frais de scolarité sont pris en charge sans conditions de ressource des parents) et un cadeau fait aux entreprises privées qui, aux Etats-Unis notamment, prenaient auparavant en charge les frais de scolarité des enfants de leurs salariés.



La CFDT-MAE entend interroger l'administration sur ces questions au CTPM du mois de mars et alerter la représentation nationale et les medias.

La CFDT-MAE dénonce les décisions politiques désastreuses qui conduisent au démantèlement du réseau consulaire. Le budget du programme 151 est en augmentation (136 millions d'euros, soit + 11,7% en 2010, en raison de l'explosion du coût du financement des frais de scolarité des lycéens), et pourtant, le service rendu aux Français, notamment en matière d'aide sociale aux plus démunis, se dégrade !

**Démonstration par l'absurde qu'avec la RGPP, il est possible de faire moins bien en dépensant plus !**